

Estimation de l'impact macroéconomique des mouvements sociaux en 2018

Divers mouvements sociaux ont affecté l'activité économique française en 2018. En particulier, deux d'entre eux ont pris une certaine ampleur, sous une forme par ailleurs relativement inédite. Tout d'abord, une grève a affecté la SNCF au deuxième trimestre avec des arrêts de travail « en pointillés » deux jours sur cinq. Pendant cette période, Air France a également connu des jours de grèves. Puis, en fin d'année, le mouvement des gilets jaunes a occasionné divers blocages routiers ainsi que des manifestations, en particulier les samedis.

De premières estimations de l'incidence de ces mouvements sur les agrégats macroéconomiques ont été proposées dans les *Notes de conjoncture* de juin et décembre 2018. On dispose désormais de données plus récentes, concernant notamment la consommation des ménages jusqu'au mois de janvier 2019, données qui permettent d'affiner ces estimations et de les étayer davantage.

Comme souvent pour ce type d'estimation, si les effets de ces mouvements sociaux ont pu être sévères dans certaines zones et pour certaines entreprises, leur impact global au niveau macroéconomique apparaît relativement modéré. Néanmoins, ces chiffres restent sujets à des limites méthodologiques, concernant notamment la situation contrefactuelle qui ne peut, par définition, qu'être approchée.

Les grèves dans les services de transport auraient pesé sur l'activité du deuxième trimestre 2018 à hauteur d'un peu moins de 0,1 point de PIB

L'activité de la SNCF a été fortement perturbée au deuxième trimestre 2018 par des grèves d'un format inédit, « en pointillés », durant deux jours sur cinq consécutifs, soit au total 36 jours d'arrêt de travail. La société Air France a également été touchée par un mouvement de grève portant sur une douzaine de journées entre la fin mars et le début du mois de mai.

Les effets de ces mouvements sur l'activité peuvent passer par deux canaux distincts :

- tout d'abord, ils affectent directement l'activité de la branche « transport » au sens de la comptabilité nationale. Cela se traduit principalement par une réduction de la production de cette branche et de la consommation des ménages en transport ;
- ensuite, d'autres branches peuvent être affectées par une limitation des déplacements des personnes et des biens.

Inversement, certains modes de transport ont pu bénéficier de trajets qui ne pouvaient pas être assurés par voie ferrée. Cet effet de substitution ne semble toutefois pas décelable à partir des indicateurs mobilisés dans la constitution des comptes nationaux trimestriels.

Les effets directs sont plus clairement visibles puisque la consommation et la production de transports ont nettement baissé durant les mois d'avril à mai. L'ampleur de la baisse a dépassé la volatilité passée observée pour chacune de ces séries macroéconomiques (*graphique 1*). La consommation a ainsi chuté au deuxième trimestre de près de 3 % pour les services de transport (lesquels représentent un peu plus de 10 milliards d'euros au premier trimestre 2018) et de 21 % plus spécifiquement pour le transport ferroviaire. Cette baisse est d'une ampleur comparable à celle observée fin 1995 (*graphique 2*), lors des grèves contre les réformes des retraites qui s'étendaient toutefois bien au-delà des blocages de l'activité de la SNCF (RATP, transport routier, manifestations, etc.).

1 - Production et consommation mensuelles de transports

volumes chaînés au prix de l'année précédente, en millions d'euro par mois



Source : Insee, comptes nationaux trimestriels

La production de transport, dont une part prépondérante est constituée par le transport routier de marchandises (qui n'est pas comptabilisé dans la consommation des ménages mais comme consommation intermédiaire des entreprises), n'a diminué que de 0,8 % durant le deuxième trimestre (à partir d'un volume représentant 53 milliards d'euros au premier trimestre 2018). En effet, les transports (hors ferroviaire) de voyageurs ou de marchandises n'ont pas semblé suivre une dynamique particulièrement différente de celle des trimestres précédents. En particulier, l'incidence des grèves chez Air France ou d'un éventuel report vers d'autres modes de transports ne semblent pas décelables dans les séries agrégées disponibles. Ainsi, en tenant compte d'une tendance en croissance de l'activité ferroviaire depuis 2016, l'effet direct des grèves via la perte de valeur ajoutée de la branche transport serait de l'ordre d'un demi dixième de point de PIB trimestriel.

Enfin, l'incidence des perturbations dans les transports sur les autres branches d'activité n'apparaît pas manifeste *a posteriori* dans les séries des comptes nationaux trimestriels. Comme indiqué dans l'éclairage *Effet des grèves dans les transports sur l'activité économique du deuxième trimestre 2018* de la Note de conjoncture de juin 2018, les données d'enquêtes de conjoncture ou de fréquentation hôtelière ne retracent pas d'effet imputable aux grèves. De la même façon, les données détaillées de consommation des ménages ne pointent pas de variation dépassant les fluctuations courantes observées pour chaque série. Cela ne signifie pas pour autant que les effets indirects ont été nuls mais simplement qu'ils sont suffisamment faibles pour ne pas pouvoir être distingués des autres fluctuations habituelles. En considérant tout de même qu'une perte d'activité a pu avoir lieu au-delà de l'activité dans les transports, l'incidence globale sur l'activité économique pourrait être tout au plus de l'ordre de 0,1 point de PIB trimestriel.

L'arrêt des grèves au troisième trimestre a pu rendre plus dynamique la consommation de transport à l'été, sans néanmoins que l'on observe un surcroît d'activité au-delà du simple retour à la normale, de sorte qu'il s'agit au total essentiellement d'une « perte sèche » d'ampleur certes modérée.

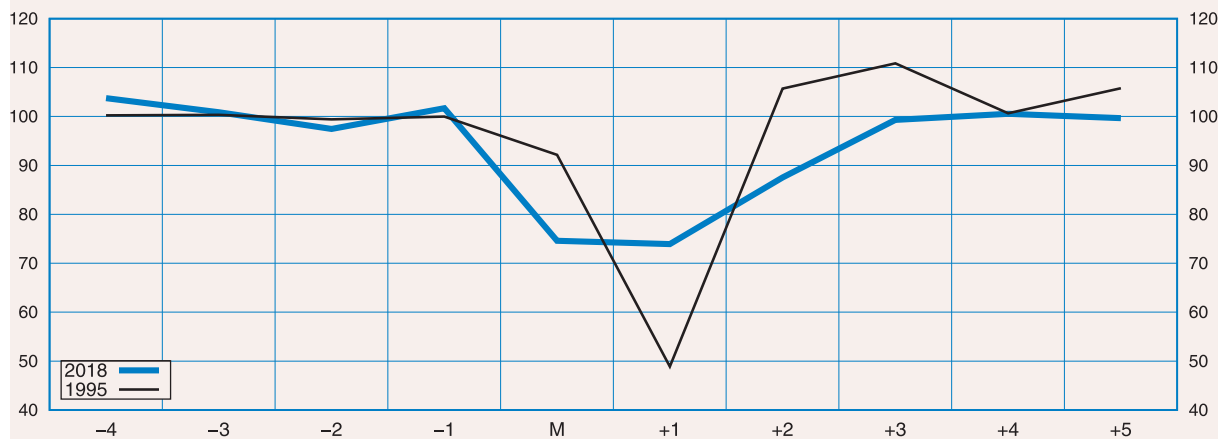
La stagnation de la consommation des ménages au quatrième trimestre 2018 provient essentiellement de l'énergie et de l'automobile, de façon en partie indépendante du mouvement des gilets jaunes

La consommation des ménages au quatrième trimestre a calé (+0,0 % après +0,4 % au troisième trimestre). Ce ralentissement provient surtout d'une faible consommation d'énergie (-1,0 % après +1,4 % au trimestre précédent, *graphique 3*) résultant d'un climat plus doux que la normale (en particulier en décembre) et d'un recul des achats d'automobile (-4,6 % après +1,6 %, *graphique 4*). La faiblesse des immatriculations de véhicules particuliers au quatrième trimestre peut sans doute s'expliquer en partie par les suites de la mise en place de la nouvelle norme anti-pollution des véhicules neufs mise en place en septembre 2018 (*éclairage de la fiche Zone euro*) mais également par la perspective de la revalorisation en janvier 2019 de la prime à la conversion, certains ménages ayant pu préférer différer leurs achats. Cependant, la consommation d'automobiles a pu aussi être affectée par certains blocages en place en novembre et décembre.

Au-delà de ces fluctuations d'achats d'énergie et d'automobile, la consommation des ménages en biens d'équipement du logement a baissé en décembre (-0,8 % par rapport à novembre), après avoir augmenté (+0,5 %) le mois précédent. Pour ces biens, comme pour les autres biens et services, les mouvements sociaux ont pu affecter les décisions d'achat, sans que l'ampleur des possibles

2 - Comparaison des évolutions de la consommation de transports ferroviaires durant les grèves de 1995 et de 2018

consommation des ménages, indices en volume



Note : M correspond au premier mois de grève, à savoir avril 2018 et novembre 1995, indice en base 100 en moyenne sur les trois mois précédents (M-1 à M-3).

Source : Insee, comptes nationaux trimestriels

conséquences n'apparaissent dépasser la variabilité habituelle des séries mensuelles de consommation par produit.

Il convient toutefois de noter que par définition, on ne connaît pas la situation contrefactuelle, c'est-à-dire la manière dont aurait évolué la consommation des ménages au quatrième trimestre en l'absence de tout blocage ou manifestation. Compte de tenu de l'accélération, au niveau global, du pouvoir d'achat du revenu des ménages au quatrième trimestre (sous l'effet des réductions de cotisations salariales et de taxe d'habitation), on ne peut pas exclure que la consommation aurait pu être plus dynamique que sa tendance moyenne.

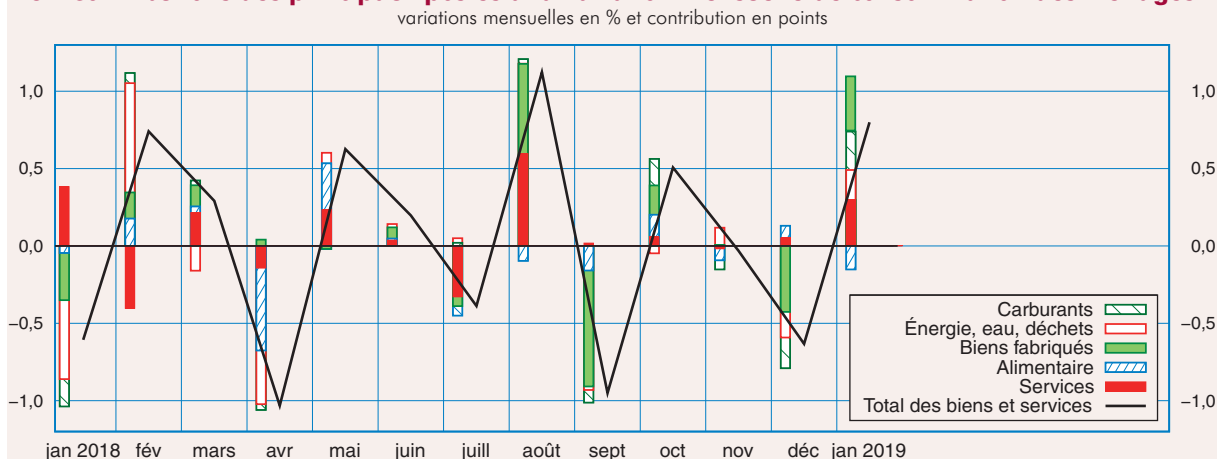
Du côté de la production, les climats des affaires sectoriels ne montrent pas de recul marqué en décembre, à l'exception du commerce de détail et de l'hébergement-restauration (graphique 5). L'activité de ces secteurs a pu en effet être affectée par les blocages, sans pour autant que l'on puisse traduire précisément la baisse de cet indicateur qualitatif en perte quantifiée d'activité économique.

La fréquentation hôtelière a été affectée en province au début du mouvement des gilets jaunes puis en décembre en Île-de-France

En novembre 2018, la fréquentation hôtelière a été soutenue (+2,8 % de nuitées par rapport à novembre 2017, soit un gain de 0,1 % par rapport au glissement annuel d'octobre 2018, tableau), grâce à une forte présence des non-résidents (+10,2 %). Le nombre de chambres occupées a de nouveau augmenté sur l'ensemble du mois (+1,6 %) et ce malgré la moindre occupation durant les journées du 17 novembre au 24 novembre (actes I et II du mouvement des gilets jaunes). Cette moindre occupation s'est manifestée plus fortement dans les hôtels de province que franciliens (le glissement annuel progressant moins vite en province qu'en Île-de-France entre octobre et novembre).

En revanche, en décembre 2018, la fréquentation hôtelière a reculé (-1,1 % par rapport à décembre 2017) en particulier à Paris (-5,3 % contre +7,5 % sur un an en novembre ; la fréquentation a été moins affectée en décembre en province, le glissement annuel des nuitées ne se réduisant que d'un point). Le nombre de chambres occupées s'est également replié

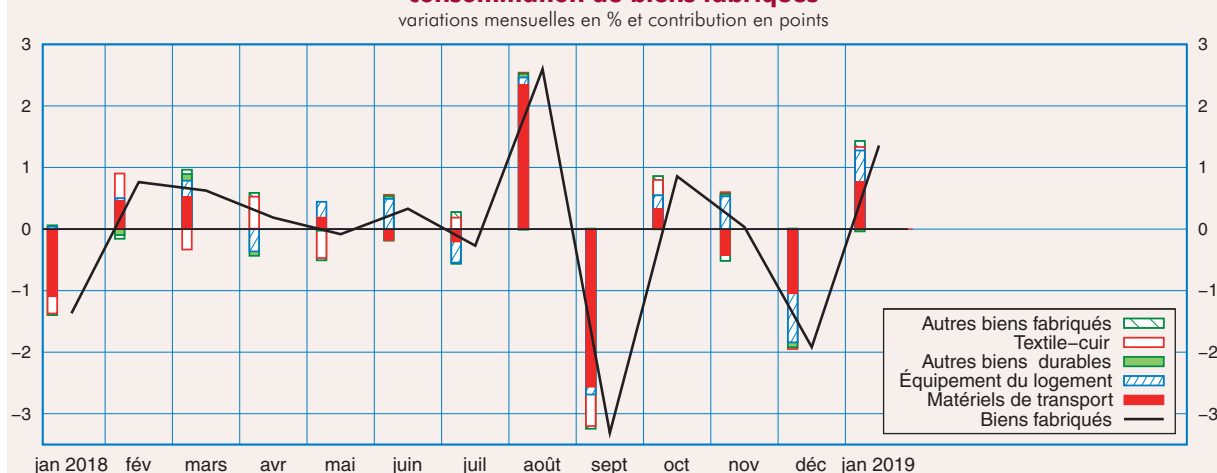
3 - Contributions des principaux postes à la variation mensuelle de consommation des ménages



Note : consommations observées jusqu'en janvier 2019 pour les biens, jusqu'en décembre pour les services (prévision pour le mois de janvier 2019).

Source : Insee, comptes nationaux trimestriels

4 - Contribution des principaux postes à la variation mensuelle de consommation de biens fabriqués



Source : Insee, comptes nationaux trimestriels

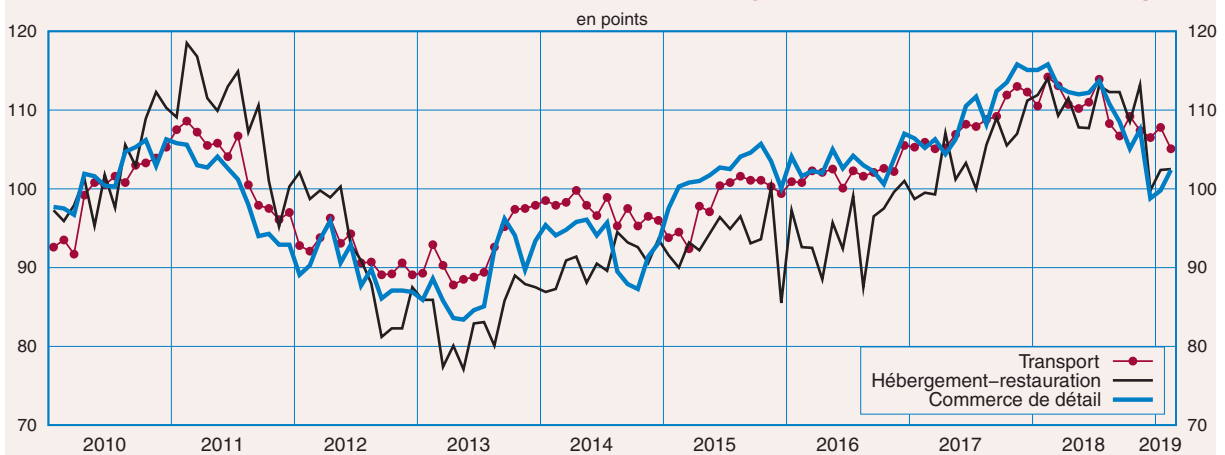
en France métropolitaine (-0,9 %, *graphiques 6 à 8*) : l'occupation a été plus faible de -3,1 % entre le 1^{er} et le 8 décembre, au plus fort des manifestations des gilets jaunes, par rapport à la même période un an plus tôt.

Au total, les données mensuelles de consommation désormais disponibles à un niveau fin ne suggèrent pas de remise en cause de l'ordre de grandeur du chiffre réalisé *ex ante* dans la Note de décembre 2018 : le mouvement des gilets jaunes aurait ôté environ -0,1 point au PIB du quatrième trimestre 2018, avec toute l'incertitude qui s'y attache. Cette estimation reste un exercice difficile compte tenu tout à la fois de l'impossibilité d'estimer correctement quelle aurait été l'activité économique si de tels événements n'étaient pas survenus et du fait que tous les autres

aléas qui jouent sur les agrégats macroéconomiques peuvent avoir des incidences sur les séries d'ampleur comparable à l'effet que l'on souhaite mesurer.

Par ailleurs, certains achats peuvent avoir été simplement reportés du mois de décembre au mois de janvier, occasionnant un contrecoup positif début 2019. C'est le cas par exemple des biens durables dont la consommation s'est redressée en janvier. Au-delà du rebond des achats de voitures neuves, les achats de biens d'équipement du logement sont repartis à la hausse, notamment les achats de téléphones et, dans une moindre mesure, ceux de téléviseurs, d'ordinateurs et de meubles. En revanche, le tourisme étranger pourrait éventuellement continuer, notamment à Paris, à pâtir des effets du mouvement social. ■

5 - Climats des affaires dans le commerce de détail, l'hébergement-restauration et les transports

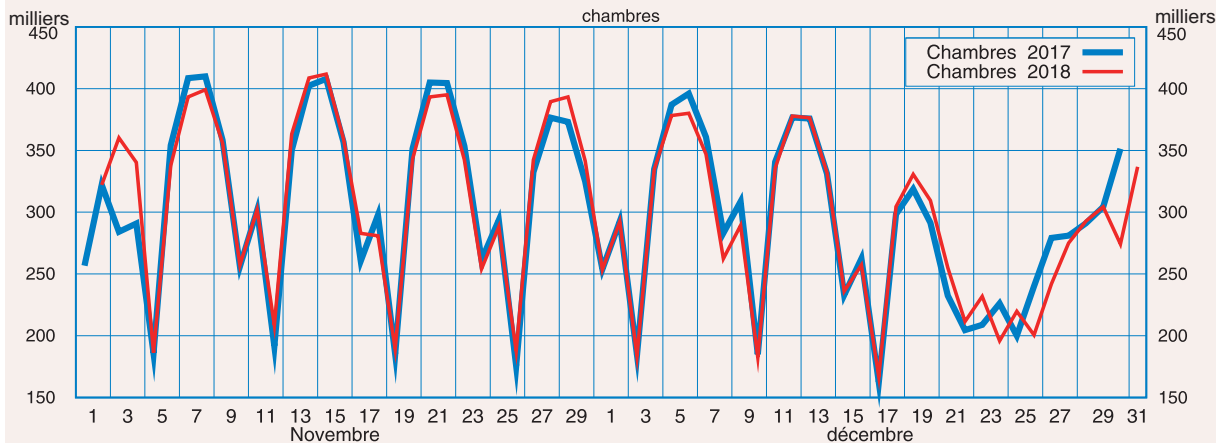


Fréquentation des hôtels en octobre, novembre et décembre 2018

	Fréquentation en octobre 2018			Evolution en % (en glissement annuel, mois M 2018 / M 2017)								
	Chambres occupées (millions)	Nuitées totales (millions)	Part des non-résidents dans les nuitées (%)	Nuitées totales			Nuitées résidents			Nuitées non résidents		
				oct.	nov.	déc.	oct.	nov.	déc.	oct.	nov.	déc.
France métropolitaine	11,9	18,2	37	2,7	2,8	-1,1	0,5	-0,4	-2,1	6,7	10,2	0,9
Province	7,8	11,6	25	0,8	1,7	0,0	-0,2	0,3	-1,1	3,9	8,0	3,8
Ile-de-France	4,1	6,6	58	6,2	4,5	-2,7	2,7	-2,3	-4,8	9,0	11,4	-0,8
dont Paris	2,2	3,5	68	6,6	7,5	-5,3	1,0	-1,4	-9,3	9,4	13,8	-2,9

Source : Insee, enquête de fréquentation dans l'hôtellerie, données définitives au 4 mars 2019.

6 - Fréquentation quotidienne des chambres d'hôtel en novembre-décembre 2017 et 2018 (données brutes) en France métropolitaine

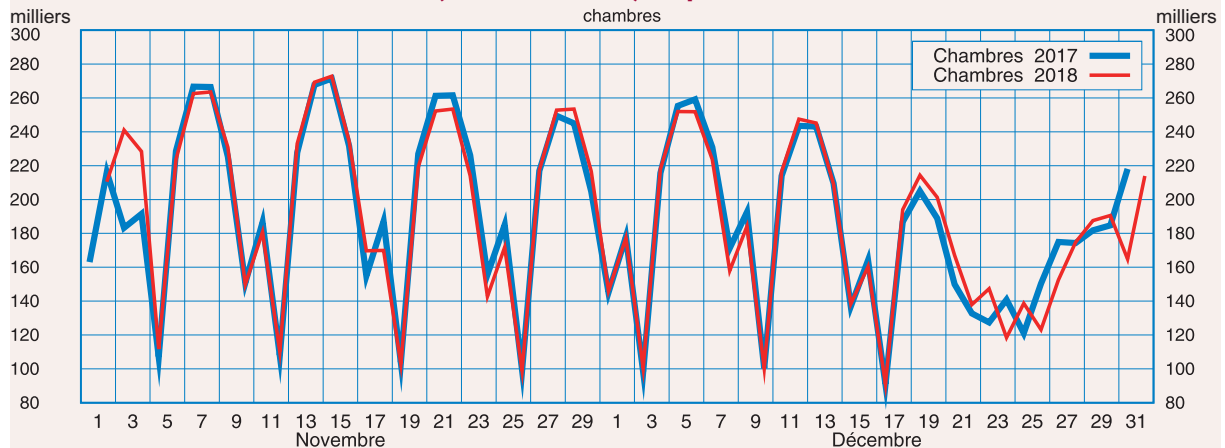


Note : les fréquentations de 2018 sont comparées avec celles du jour équivalent de 2017. Les minima correspondent à des dimanches. Les fréquentations sont ici exprimées en occupation de chambres dont la mesure peut différer des évolutions des nuitées.

Lecture : le samedi 8 décembre 2018, 293 milliers de chambres ont été occupées, à comparer à 309 milliers le samedi 7 décembre 2017.

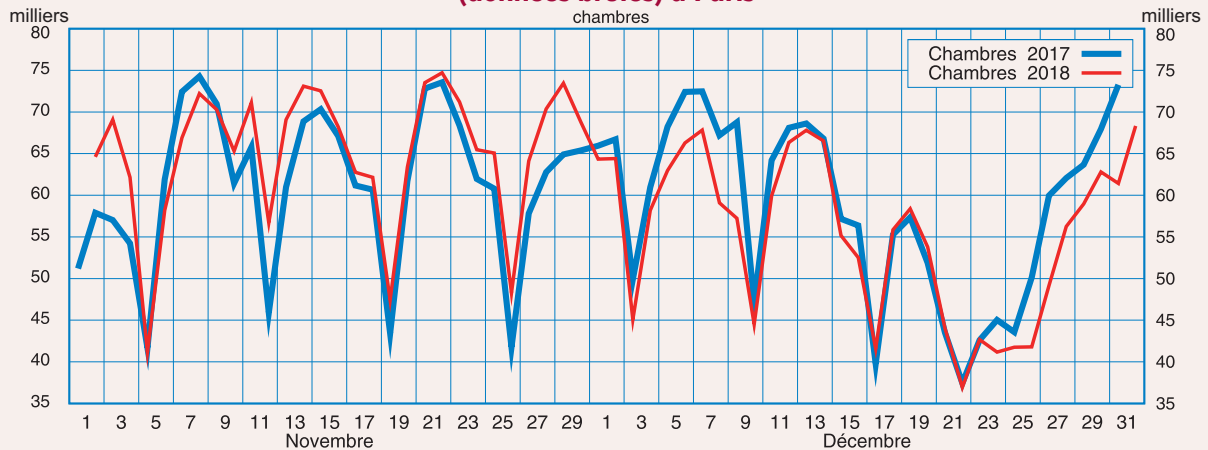
Source : Insee, enquête de fréquentation dans l'hôtellerie, données définitives

7 - Fréquentation quotidienne des chambres d'hôtel en novembre-décembre 2017 et 2018 (données brutes) en province



Source : Insee, enquête de fréquentation dans l'hôtellerie, données définitives

8 - Fréquentation quotidienne des chambres d'hôtel en novembre-décembre 2017 et 2018 (données brutes) à Paris



Source : Insee, enquête de fréquentation dans l'hôtellerie, données définitives